

## AOÛT 1914 :

### L'OFFENSIVE COÛTE QUE COÛTE, « *COÛTE QUE NOUS COÛTE* »

#### L'élan vital, les forces morales, le cran

**Pierre LEPAGE**

Dans le *Bulletin de la Société d'histoire de Fréjus et de sa région*, N° 3 paru en 2002, nous relations l'affaire du 15<sup>e</sup> corps d'armée, le corps de Provence. La commémoration du centenaire du début de la Grande Guerre nous donne l'opportunité de revenir sur quelques événements de cette affaire restés mystérieux, grâce à un examen plus approfondi des archives, des fonds anciens, ainsi qu'aux publications récentes consacrées à cet immense et terrible conflit.

Quelques années avant 1914, la tendance à la suprématie de l'offensive sur les autres formes de combat s'affirme dans l'opinion. Cette thèse est inspirée par des philosophes, des hommes de lettres réputés ou encore par des polémistes. Citons Maurice Barrès, Paul Déroulède, Agathon. Notons plus particulièrement Henri Bergson qui publie en 1908 une œuvre majeure, *L'évolution créatrice*, dans laquelle il développe cette notion d'« élan vital », vision qu'il argumente à la Sorbonne devant des auditoires pléthoriques et ravis. Bergson et Jean Jaurès furent condisciples de la même promotion à Normale Sup, mais si le tribun socialiste est considéré comme homme de paix, Bergson, lui, est un homme de guerre, et il le prouva.

Pour leur part, les militaires soulignent l'importance des « *forces morales* », « *les seules qui comptent à la guerre* » selon eux. L'un des chantres les plus éminents de l'offensive à outrance est le colonel Louis Loyseau de Grandmaison, un intellectuel brillant, chef du 3<sup>e</sup> bureau des opérations de l'état-major général en 1911. Il a déjà publié un livre intitulé *Dressage de l'infanterie en vue du combat offensif*. Il énonce :

« *Vaincre, c'est avancer. Les mouvements rapides d'un grand nombre d'hommes à la fois, sans souci des pertes, sans économie sont nécessaires, parce qu'il n'existe pas d'autre moyen pour avancer, et il faut avancer. Le dressage ne peut être conduit que par une répétition des mêmes actes assez fréquente pour que l'association entre le commandement et le mouvement ou la décision qui doit en être la conséquence se fasse dans l'inconscient, sans l'intervention de la réflexion. Car un principe est un guide pour l'intelligence, il n'est pas un moteur pour la volonté* ».

Grandmaison est donc bien émule de Bergson qui expose que dans la résolution d'un problème, souvent l'instinct doit être privilégié sur l'intelligence « *laquelle dessèche tout ce qu'elle touche de ses doigts glacés* ».

Cet officier supérieur obtient un grand succès en février 1911 lorsqu'il prononce ses *Deux conférences*. La publication de ces textes fait l'objet d'une large diffusion et reçoit un avis des plus favorables chez les officiers des corps de troupe. Que dit Grandmaison ? « *Le combat défensif n'est qu'un expédient pour gagner du temps. La défensive, comme la contre-offensive ne sont que des actions d'ordre inférieur qui ne peuvent conduire à la victoire. Elles développent chez ceux qui les emploient une infériorité morale. Ces doctrines ne valent que*

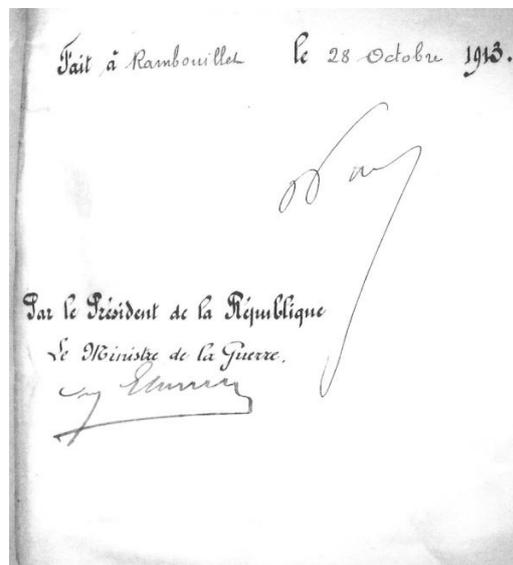
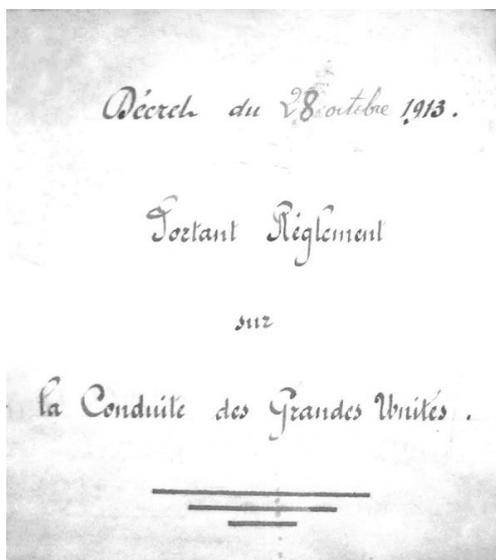
*pour être vaincu* ». Elles doivent donc être rejetées. Que faire alors ? *« Il ne faut pas s'occuper de la manœuvre, des erreurs de détail, des risques accessoires et des chances (sic) d'insuccès. L'énergie de la réalisation, les forces morales feront le reste, quelle que soit par ailleurs l'indigence de la conception. Dans l'offensive, allons jusqu'à l'excès et cela ne sera peut-être pas encore assez »* conclut le conférencier.

Cette intervention destinée aux officiers d'active est reprise dans les principes par le lieutenant-colonel d'André pour les officiers subalternes, les lieutenants et sous-lieutenants de réserve. Mais d'André est à Grandmaison ce que Paul Féval est à Lamartine ou à Chateaubriand. Quant aux chroniqueurs – de nos jours les consultants – innombrables, la palme de l'ineptie revient à André Chéradame lorsqu'il écrit : *« La victoire est à l'armée qui avance. Il n'y a pas d'armée qui avance sans discipline. Une troupe armée de bâtons, mais composée d'hommes disciplinés résolus à avancer coûte que coûte est plus certaine du succès que des soldats armés de fusils à répétition automatique, mais qui sans la confiance de leurs chefs, ont la lâcheté au cœur et ne songent qu'à éviter la mort »*. L'auteur de *La crise française* omet de mentionner que les mitrailleuses Maxim tirent six cents coups par minute et que *« le feu tue »*, comme le dit le général Pétain, plutôt critique sur ces nouvelles thèses outrancières de l'offensive. Dans tout cela, il faut voir aussi que l'artillerie lourde à longue portée ne participe pas de la doctrine française de l'offensive dont les laudateurs affirment de façon péremptoire que ce matériel, plus long à mettre en place, chausserait l'infanterie de semelles de plomb et ralentirait la marche en avant. Dès lors, suivant les nouveaux règlements, *« l'artillerie ne prépare plus les attaques, elle les appuie »*, avec le seul canon de 75, plus maniable, mais de portée réduite.

Cette doctrine de l'offensive à tout prix séduit les milieux politiques. Elle devient la parole officielle. Le président Armand Fallières, pourtant réputé comme un homme de paix, fait une déclaration fracassante devant le Conseil supérieur de la Défense nationale du 9 janvier 1912 : *« Monsieur le Président de la République constate avec plaisir qu'on renonce aux projets défensifs qui constituaient de notre part un aveu d'infériorité. Nous sommes résolus à marcher droit face à l'ennemi, sans arrière-pensée. L'offensive qui convient au tempérament de nos soldats doit nous assurer la victoire. Mais la réalisation de nos projets d'offensive reste subordonnée à la condition essentielle de consacrer toutes nos forces actives, sans exception, à la lutte contre notre principal adversaire sur le théâtre du Nord-Est »*. Il faut comprendre par cette déclaration présidentielle que l'offensive aura lieu en Alsace ou en Lorraine, la frontière du nord étant laissée découverte, puisque la neutralité de la Belgique est garantie par un traité international. Quelques esprits avisés, dont Michel, le généralissime de l'époque, ou encore Jean Jaurès se sont inquiétés d'une possible violation du territoire belge par l'Allemagne. Ils n'ont pas été entendus, Michel a été évincé de son commandement et remplacé par le général Joffre. Les thèses de l'offensive sont formalisées en 1913 par des décrets secrets dits de Rambouillet. Les théories de Grandmaison sont littéralement traduites dans ces textes très détaillés composés de plusieurs dizaines d'articles. On lit en particulier :

*« La conduite de la guerre est dominée par la nécessité de donner aux opérations une impulsion vigoureusement offensive. Les enseignements du passé ont porté leurs fruits : l'Armée française, revenue à ses traditions n'admet plus dans la conduite de opérations d'autre loi que l'offensive... Pour empêcher tout retour en arrière, le premier devoir du chef est de vouloir la bataille. Celle-ci une fois engagée doit être poussée à fond, sans arrière-pensée, jusqu'à l'extrême limite des forces. Un chef ne doit jamais, pour emporter la victoire, hésiter à lancer au feu ses derniers bataillons... Les batailles sont surtout des luttes morales et la défaite est inévitable dès lors que cesse l'espoir de vaincre. Pour vaincre il faut rompre par la force le dispositif de combat de l'adversaire. Cette rupture exige des attaques poussées jusqu'au bout ; elle ne peut être obtenue que par des sacrifices*

*sanglants. Si habilement qu'elle soit conçue, une manœuvre prépare mais n'assure pas la victoire. Toute autre conception doit être rejetée comme contraire à la nature même de la guerre... »*



**Décret secret du 28 octobre 1913, signé par Raymond Poincaré,  
contresigné par Eugène Étienne, ministre de la Guerre**

Archives du Service historique de la Défense (Vincennes)  
Collection Campet de Saujon

On reconnaît bien là, dans ces textes officiels, les théories de Grandmaison.

L'article 97 du décret portant règlement sur la conduite des grandes unités est très significatif : « *Pour l'exécutant, l'attaque est toujours menée avec la résolution d'aborder l'ennemi à l'arme blanche et de le détruire* ». L'article 98 du décret portant sur le service des armées en campagne dit ceci : « *La tâche qui incombe à l'infanterie est rude et laborieuse. Elle ne peut être remplie qu'au prix d'efforts prolongés et renouvelés, d'une énorme dépense d'énergie et de sacrifices sanglants. La mission de l'infanterie sur le champ de bataille est donc glorieuse entre toutes* ». Et l'article 121 du même décret indique : « *Les officiers et les sous-officiers ont le devoir de s'employer avec énergie au maintien de la discipline et de retenir à leur place, par tous les moyens les militaires sous leurs ordres, au besoin ils forcent leur obéissance.* » Le règlement ne va pas jusqu'à écrire que le revolver d'ordonnance est l'un de ces moyens. Raymond Poincaré, le président de la République de 1914, avocat, juriste et ancien lieutenant de chasseurs à pieds doit être comblé. Son patriotisme intransigeant, son intégrité, sa rigueur intellectuelle, sa capacité de travail, laissent à penser qu'il n'a pas simplement lu "en diagonale" ces textes faits de 187 pages dactylographiées, avant d'y apposer sa signature. Il s'en est imprégné profondément ne serait-ce que parce que tous les officiers de l'Armée française doivent, en vertu du premier article, en connaître tous les principes.

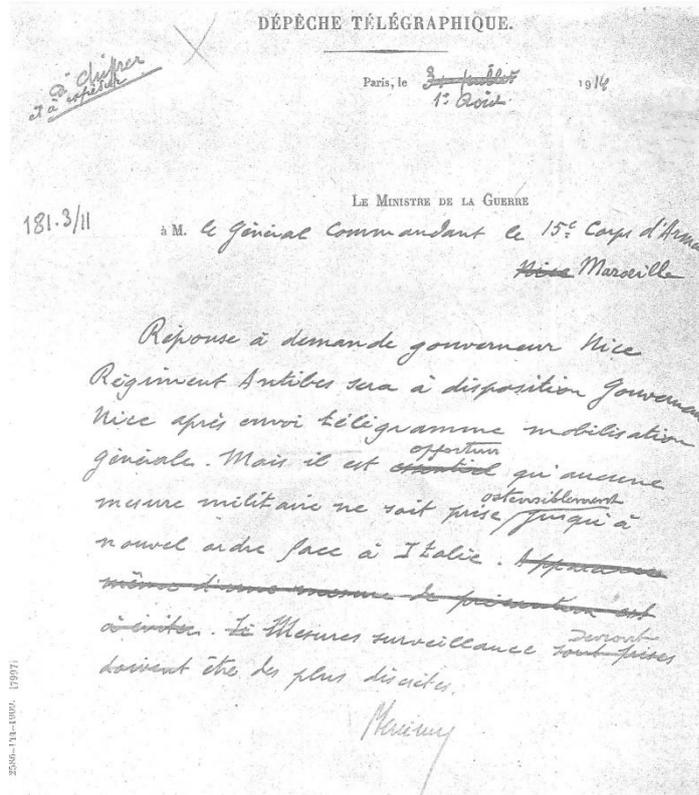
Lorsque le soldat part en guerre au début du mois d'août 1914, il est muni de tout son viatique pour un conflit qui sera court et victorieux : élan vital, force morale, cran, service militaire de trois ans, décrets, règlements, fusil Lebel avec 100 cartouches, sac de trente kilos sur le dos, godillots aux pieds ; le fantassin est prêt pour cet assaut irrésistible qui donnera la victoire. « *Soldats ! Que vous êtes heureux* » proclamait Deschanel, le président de la Chambre des députés, dans l'un des premiers numéros du *Bulletin des Armées de la République* créé pour la circonstance et distribué dans les unités.

### L'art de la guerre, selon Clausewitz... et Poincaré

La guerre, selon Clausewitz, est la poursuite de la politique par d'autres moyens lorsque la diplomatie a atteint ses limites. Sur le plan stratégique, cent ans après le début du conflit, un mystère demeure : Raymond Poincaré a-t-il voulu la guerre avec l'Allemagne ? Bien sûr, le président a démenti cette thèse. Nous avons interrogé l'historien Jean-Jacques Becker qui nous a répondu : « *Non, Poincaré n'a pas voulu la guerre, mais il ne fit rien pour l'éviter* ». Notre opinion personnelle est que Poincaré *espéra* la guerre, seul moyen à ses yeux de recouvrer l'Alsace et la Lorraine annexées. Aucune solution diplomatique n'était possible. L'Allemagne, dont la population égalait presque deux fois celle de la France, avait besoin d'espace vital, elle voulait faire de ces provinces un glacis derrière lequel elle protégerait derrière le Rhin son territoire contre les velléités d'une France dont Victor Hugo disait en son temps : « *L'Europe ne peut être tranquille tant que la France n'est pas contente* ».

La guerre donc, mais où et comment ? Dans les deux camps, tout le monde s'accordait à dire que la guerre de masses contre masses serait brève, au terme d'une victoire obtenue par une seule bataille décisive. Pour compenser son important différentiel démographique avec l'Allemagne, la France devait exploiter les ressources humaines de ses colonies d'Afrique, surtout. Gallieni s'y employait et Mangin obtenait un franc succès avec la parution de son livre *La force noire* qui préconisait l'accroissement du nombre de bataillons de tirailleurs sénégalais. Mais pour équilibrer le poids des forces en présence, la France devait également se trouver des alliés. L'appui de la Russie était garanti par la convention militaire annexée au traité de 1892, mais dont la doctrine avait évolué d'un pacte défensif à une action offensive à

partir de 1912, à la suite d'un voyage de Raymond Poincaré en Russie à cette date. L'engagement de la Russie aux côtés de la France était confirmé à Poincaré lors de son second voyage à Saint-Petersbourg fin juillet 1914, quelques semaines seulement après l'attentat de Sarajevo, dont on sait qu'il fut le facteur déclenchant du conflit. La coordination des offensives avait été négociée lors des entrevues périodiques entre les hauts responsables militaires des deux armées, et cette coordination était, nous le verrons, l'une des clefs du plan stratégique du général en chef Joffre. Par ailleurs, un accord secret avec l'Italie avait été négocié en 1902 par Delcassé alors ministre des Affaires étrangères. Cet accord, dont les militaires français ignoraient les clauses exactes, assurait la neutralité de l'Italie en cas d'agression de la France par l'Allemagne. Le haut commandement français, dans l'ignorance des termes de l'accord, maintenait donc au moins un corps d'armée, le 15<sup>e</sup>, sur la frontière des Alpes. Restait l'engagement de l'Angleterre.



**Message du ministre de la Guerre Messimy demandant de ménager l'Italie**  
Archives Service historique de la Défense (Vincennes)

L'entente cordiale régnait entre les deux pays, mais aucune convention militaire n'était signée entre les deux états-majors. Pour des raisons historiques, l'Angleterre ne voulait à aucun prix un regroupement des forces françaises sur la frontière franco-belge. Tout l'art diplomatique de Poincaré consista à obtenir la participation britannique en interdisant au général Joffre tout plan stratégique sur cette frontière. La décision fut prise dès le 21 février 1912, au cours d'une « réunion secrète » tenue pendant la nuit au Quai d'Orsay, réunion dont on peut de nos jours s'interroger sur la légalité, eu égard à sa composition très restreinte, Gallieni président du Conseil de défense des colonies n'y étant même pas associé. Dans l'esprit de Poincaré, il convenait que l'Allemagne endosse la responsabilité de la guerre. Il l'avoue avec cynisme dans ses *Mémoires* dont il rédigea une large partie après la guerre dans le calme de la villa Pax à Saint-Raphaël : « *Nous préférons à tous égards n'avoir pas à déclarer nous-mêmes la guerre à l'Allemagne et lui laisser le triste honneur de cette initiative* ». Cette diplomatie quelque peu machiavélique fut un succès : la Belgique envahie, l'Angleterre rallia sans tarder la Triple-Entente, mais sur le plan stratégique elle laissait ouverte la frontière du nord, le gros de l'armée française étant concentré en Alsace et en Lorraine. La poussée du « rouleau compresseur russe » contre la Prusse orientale pallierait à cet inconvénient, à la condition que son engagement soit parfaitement coordonné avec celui de l'armée française dans l'Est. En somme la diplomatie française jouait-là un immense coup de poker.

### **Les Provençaux dans la fournaise de Lorraine**

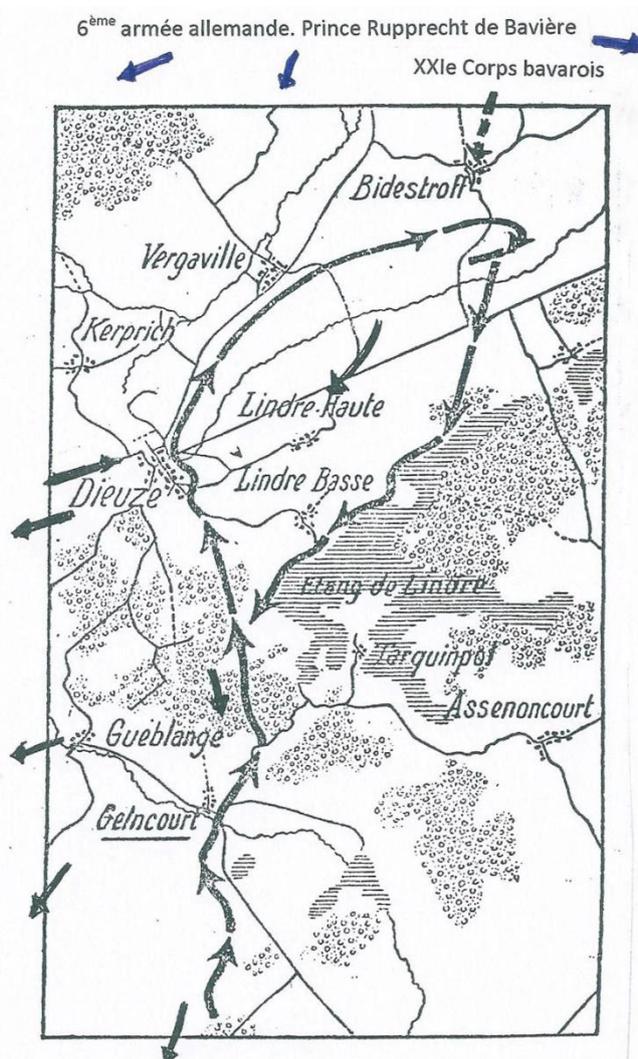
En 1914, l'armée française était forte de 21 corps d'armée actifs et de 5 groupes de divisions de réserve, les GDR. Répartis sur les I<sup>e</sup> et II<sup>e</sup> armées, onze de ces corps, soit la moitié de l'effectif, étaient affectés à l'offensive en Alsace et en Lorraine. La mission de ce groupement était de rompre le front ennemi solidement retranché et « machiné » derrière un couloir de quatre-vingts kilomètres « *quelque part entre Metz et Strasbourg* », suivant un mot de Joffre lui-même. La II<sup>e</sup> armée, placée sous les ordres du général Édouard de Currières de Castelnau, était la plus forte du groupement avec 5 corps d'armée, un GDR, des divisions de cavalerie et de l'artillerie lourde. En liaison avec la I<sup>e</sup> armée du général Dubail, elle avait pour mission de rejeter les Bavarois du prince Rupprecht qui lui faisaient face, et en cas de victoire de les poursuivre au-delà du Rhin.

Le 15<sup>e</sup> corps, celui de Provence, dont le quartier général était à Marseille, dépendait de cette II<sup>e</sup> armée. Il était constitué de deux divisions dont la composition est rappelée en annexe. Le transfert en Lorraine de ce corps d'armée était incertain au moment de la mobilisation. En principe, il devait garder la frontière des Alpes. Le 15<sup>e</sup> corps avait reçu du ministre de la Guerre l'ordre de rester sur place. « *Il est opportun qu'aucune mesure militaire ne soit prise ostensiblement jusqu'à nouvel ordre face à l'Italie* » indiquait un télégramme du ministre du 1<sup>er</sup> août 1914<sup>1</sup>. Une fois que la guerre eut été déclarée par l'Allemagne à la France et que des incursions ennemies furent constatées sur son territoire, le Quai d'Orsay reçut de l'Italie l'assurance que l'accord secret de 1902 serait respecté et qu'elle resterait neutre. Il s'en suivit que le 15<sup>e</sup> corps fut mis en route plus tardivement, et comme d'autre part son transport par le réseau ferré comptait parmi les plus longs en raison de la distance à parcourir, ce corps était en cours de débarquement et de formation sur le terrain en Lorraine annexée lorsqu'il fut attaqué à l'improviste par un parti allemand dans le village de Lagarde, sur le canal de la Marne au Rhin. Nous avons évoqué, dans le *Bulletin* N°3, ce sanglant combat préliminaire dans lequel les Provençaux perdirent deux batteries d'artillerie et 321 soldats qui furent enterrés à la hâte au pied de l'église de Lagarde, tandis que les Bavarois se retiraient plus au nord.

---

1 Archives Service historique de la Défense (Vincennes), télégramme 183.3/II.

Les troupes françaises s'étaient ensuite avancées en territoire ennemi sans rencontrer de difficultés notables. Et pourtant ce territoire était des plus dangereux. Dès le 30 juillet, avant même la mobilisation des armées, le ministère de la Guerre avait adressé une dépêche chiffrée au général Foch, chef du 20<sup>e</sup> corps qui assurait la couverture de la frontière, indiquant que le terrain était puissamment fortifié sur les hauteurs de Delme, Dieuze, Vic-sur-Seille... L'offensive française prévue pour le 19 août était donc attendue par l'ennemi. La grande offensive de la II<sup>e</sup> armée commença au jour prévu, mais un fait nouveau était survenu. En raison de la menace allemande qui se dessinait en Belgique, deux corps d'armée rattachés à la II<sup>e</sup> armée avaient été prélevés au profit des IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> armées. Castelnau, qui pouvait espérer l'emporter avec cinq corps actifs, ne pouvait plus escompter la victoire avec une armée réduite à trois corps. Il ordonna donc d'agir avec prudence à ses trois commandants de corps, Foch au 20<sup>e</sup> (Nancy), à la gauche du front d'attaque, Espinasse au centre avec les Provençaux du 15<sup>e</sup> (Marseille), Taverna à droite avec le 16<sup>e</sup> (Montpellier), appuyé à la I<sup>re</sup> armée de Dubail marchant sur Sarrebourg.



**Offensive et repli du 15<sup>e</sup> corps  
(20 août 1914)**

Nous ne pouvons relater dans cet article le détail des terribles et meurtriers combats qui se déroulèrent au cours de ces deux journées des 19 et 20 août 1914. Jules Belleudy, homme de lettres et ancien préfet du Vaucluse les décrit dans une brochure intitulée *La légende du XV<sup>e</sup> Corps d'armée*, publication qui fut interdite par la Censure. Belleudy, l'un des plus fervents défenseurs du 15<sup>e</sup> corps, s'était inspiré des *Carnets* de Marcel Rostin (1877-1952), officier d'active, capitaine au 112<sup>e</sup> régiment d'infanterie (RI) d'Antibes, qui vécut les événements de Dieuze sur le vif et participa aux combats ultérieurs de Champagne, de Verdun... Dès le 19 août tous les corps d'armée engagés subissent des pertes considérables par l'effet du feu de l'artillerie lourde de l'ennemi. Celle-ci, hors de portée des canons de campagne français démolit systématiquement les batteries de 75. À l'aile gauche, le 20<sup>e</sup> corps de Foch est très avancé, en pointe, « en l'air », suivant le langage des militaires, par rapport aux autres unités. Il se trouve que le colonel de Grandmaison, le stratège, qui commande à présent sous Foch le 153<sup>e</sup> RI de Toul réputé l'un des plus solides, va pouvoir mettre ses thèses en situation réelle, à l'épreuve du feu. Il lance son régiment dans des charges à la baïonnette absolument

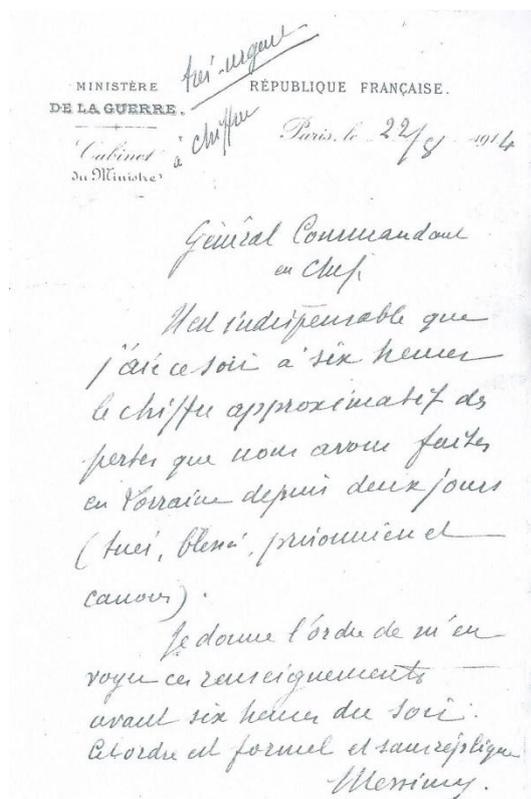
folles. Devant Morhange, position inexpugnable, les pantalons rouges, visibles de loin, sont fauchés par rangs entiers. Ils tombent par dizaines sur cet espace à découvert de deux mille mètres. Affolés par l'explosion des « gros noirs », le 153<sup>e</sup> recule. Grandmaison déjà blessé à la tête frappe sur les soldats à grands coups de crosse d'un fusil afin de les retenir à leur place.

Six fois blessé, ce colonel est enfin évacué sur un brancard. Son remplaçant est tué presque aussitôt, le remplaçant du remplaçant aussi. L'ardeur, le courage surhumain des fantassins sont impuissants face à l'intensité du feu de l'ennemi. Les forces morales montrent leurs limites face aux forces matérielles si décriées dans les conférences de l'avant-guerre. Il en va de même dans les autres unités. Le 15<sup>e</sup> corps échoue devant le village de Bidestroff, là où naquit Schneider, le marchand de canons du Creusot. Les morts jonchent les champs. Ils seront empilés sur des charrettes par les paysans requis par l'autorité militaire bavaroise avant d'être inhumés dans des fosses communes. Castelnau ordonne à Foch de venir au secours du 15<sup>e</sup> corps, mais Foch ne le peut pas, car sa division de droite trop aventurée en avant est prise en enfilade par l'artillerie ennemie et elle perd de nombreux hommes et 28 canons. On peut avoir été directeur de l'École de guerre et subir les pires épreuves du combat « vrai ». Le 15<sup>e</sup> corps reflue et commence à se débander. Le capitaine Rostin écrit dans ses *Carnets* qu'il a été obligé d'employer « *tous les moyens inconnus du temps de paix* » pour maintenir sa troupe calme et ordonnée sous le feu ennemi. Le général André Bach observe dans son livre magistral *Fusillés pour l'exemple* qu'aucun soldat du 15<sup>e</sup> corps n'a été traduit devant un conseil de guerre pour désertion ou abandon de poste au cours de cette affaire. Ya-t-il eu alors des exécutions sommaires et Rostin, qui le laisse entendre, a-t-il recouru à cet article 120 du règlement sur la conduite des grandes unités afin de « *forcer l'obéissance* » de ses hommes ? Nous l'ignorons précisément. De cette chaude affaire de Lorraine, Rostin a retenu ceci : « *Nous avons confondu l'offensive avec une vitesse grisante et folle et nous avons considéré les premiers engagements comme des grandes manœuvres, n'oubliant qu'une chose : les balles de fusils et surtout les canons et leurs obus* ».

Quoi qu'il en soit, après avoir organisé des positions défensives en avant de Nancy et réorganisé les troupes en vue de la contre-offensive, les explications entre les deux généraux Foch et Castelnau sont rudes quand bien même ces deux grands chefs sortent de la même

« jésuitière ». Le second reproche au premier d'avoir désobéi à ses ordres, et Foch prétend ne pas avoir reçu cette dépêche à temps, alors que l'officier de liaison, interrogé, confirme l'avoir remis entre les mains de l'état-major du 20<sup>e</sup> corps. Les relations entre les deux hommes s'enveniment et Joffre juge opportun de les séparer. Il rappelle Foch au grand quartier général et lui confie le commandement de la IX<sup>e</sup> armée qu'il vient de créer. Castelnau relance avec succès la contre-offensive « *en avant, partout et à fond* ». Les Provençaux libèrent Lunéville et repoussent les Bavares sur la frontière. Le différend était si profond entre les deux généraux qu'il s'est dit après la guerre que Foch mit son veto à l'élévation au maréchalat de Castelnau qui pourtant le méritait autant qu'un autre.

Au reçu des défaites aux frontières, le ministre de la Guerre, Adolphe Messimy, était excédé, à bout de nerfs, épuisé par une charge écrasante de labeur. En s'inspirant des actes du Comité de salut public, il exigeait de Joffre par des lettres au ton comminatoire que les généraux incapables fussent traduits devant un conseil de guerre



#### Un ordre de Messimy

Archives Service historique de la Défense (Vincennes)

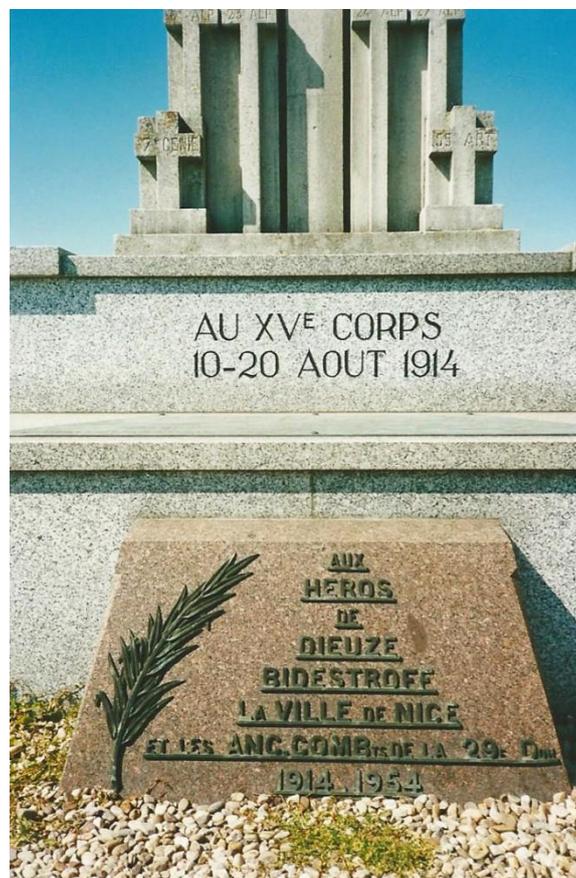
qu'aurait présidé Gallieni, condamnés à mort, et exécutés. Il fallait désigner des coupables : ce furent les troupes méridionales et notamment celles du 15<sup>e</sup> corps d'armée. Dans le Bulletin N° 3 de 2002, nous avons fait une large place à la polémique que déclencha Messimy sur cette affaire. Il imposa dans certains de ses journaux des articles diffamatoires contre les troupes de Provence que la Censure, curieusement, « laissa passer ». Les réactions furent très vives : de Gallieni à Clemenceau les protestations fusèrent. Messimy fut « débarqué » du gouvernement, et quoiqu' il fit une belle carrière militaire en devenant un excellent général de division, il ne retrouva jamais un poste ministériel. Tandis que Gallieni organisait la résistance et sauvait Paris de l'invasion allemande, le 15<sup>e</sup> corps, appelé en toute hâte sur un autre front, réattaquait à Revigny, à Vassincourt, où fut blessé le capitaine Rostin. Ce faisant, il sauvait de l'invasion la ville de Bar-le-Duc et la maison natale de Poincaré dont les Allemands, s'ils l'avaient occupée en aurait fait, avec ostentation, un quartier général d'armée. La contre-offensive à la Marne, en Lorraine, plus tard à Verdun et en 1918, démontrait, s'il en était besoin, qu'elle était bien la doctrine applicable au tempérament du soldat français. Il ne faut pas oublier que la menace de la contre-offensive française contre Rupprecht en Lorraine obligea le commandement allemand à rapatrier deux corps d'armée de son aile droite vers ce secteur, tandis que l'offensive des armées russes en Prusse orientale contraignait l'ennemi au prélèvement de deux autres corps sur cette même aile au profit de son armée de l'Est. Le grandiose plan allemand du comte Schlieffen se disloquait et si l'on ajoute que l'esprit « débile » de von Moltke s'opposait aux nerfs d'acier de Joffre, dès lors l'Allemagne avait déjà perdu la guerre. La stratégie secrète de Poincaré triomphait, mais à quel prix ?

### **En guise de conclusion**

Nous nous sommes rendus voici quelques années sur les champs de bataille de Lorraine. Nous constatons le mauvais état du monument commémoratif des terribles combats de Bidestroff. Nous faisons remarquer cette situation à un ancien maire de Nice, en observant qu'au vu des dépenses somptuaires engagées dans la grande cité, une indispensable rénovation du monument consacré à ses enfants tombés en ces lieux n'eut pas été d'un coût considérable. Nous n'avons reçu qu'une simple réponse d'attente, et depuis, le monument continue de se dégrader inexorablement. Bidestroff est bien loin de la Côte d'Azur et ainsi les poilus provençaux oubliés sont morts ici pour la seconde fois.

À l'été 1914, la vision « bergsonienne » de la guerre avait déjà fait faillite. Les offensives à outrance firent qu'à la fin de cette année-là les pertes de l'armée françaises s'élevaient à 330 000 tués selon les enquêtes officielles, soit en quatre mois le cinquième des pertes totales des 52 mois de guerre. La plupart des hommes politiques dans leurs *Mémoires*, qui sont des plaidoyers pro domo de leur action, attribuent les échecs initiaux à l'état-major général ainsi qu'aux généraux. C'est oublier un peu vite qu'ils interdirent aux militaires la bataille générale en Belgique et qu'ils validèrent de leur signature le Plan XVII ainsi que tous les textes, lois, décrets et règlements rédigés par des experts militaires. Lesdits militaires sont RESPONSABLES pour avoir initié les théories de l'offensive à outrance et pour avoir sous-estimé l'engagement massif des corps de réserve allemands dans les premières batailles. Les hommes politiques ne sont PAS COUPABLES d'avoir omis de poser des questions sur la pertinence de thèses qui, par anticipation, ouvraient la voie au tragique été de l'an 1914.

Napoléon I<sup>er</sup> a dit un jour : « *Se faire battre est excusable ; se faire surprendre est impardonnable* ». Or, pour arrimer solidement les acteurs de la Triple-Entente, n'y avait-il pas lieu, en Belgique, comme en Lorraine, de paraître se laisser surprendre ? Cent ans après les événements, la question reste posée.



Le monument de Bidestroff (Moselle) vers 1995

## Sources et bibliographie

- Archives du Service historique de la Défense( Château de Vincennes), 5N et 22N.
- *Les armées françaises pendant la Grande Guerre* ; Service historique de la Défense, tome 1 et annexes.
- Jules Belleudy, *La légende du 15<sup>e</sup> Corps ; l'affaire de Dieuze*.
- Fonds Belleudy, Musée Masséna, Nice.
- Olivier Gaget, *Un officier du 15<sup>e</sup> Corps. Carnet de route et lettres de guerre de Marcel Rostin*, C'est-à-dire Éditions, 2008.
- Maurice Mistre, *Des républicains diffamés pour l'exemple. La légende noire du 15<sup>e</sup> Corps*, Edimaf, 2004.
- Loyseau de Grandmaison : *Dressage de l'infanterie en vue du combat offensif, et Deux conférences*, 1911.
- Général André Bach, *Fusillés pour l'exemple*, Éditions Tallandier, 2003.
- Archives départementales du Var, 2R15 et 2R17.
- Fonds 1914-1918 de la Médiathèque de Fréjus (Villa Marie).
- Pierre Lepage, L'affaire du XV<sup>e</sup> Corps. In *Bulletin de la Société d'histoire de Fréjus et de sa région*, n° 3, 2002.

### ANNEXE : Composition du 15<sup>e</sup> corps d'armée en août 1914

Commandant du corps d'armée : **général Espinasse** QG à Marseille

29 <sup>e</sup> DI à Nice : <b>général Carbillet</b>	30 <sup>e</sup> DI à Avignon : <b>général Colle</b>
57 <sup>e</sup> brigade Antibes (111 <sup>e</sup> et 112 <sup>e</sup> RI) 6 <sup>e</sup> , 7 <sup>e</sup> , 23 <sup>e</sup> , 24 <sup>e</sup> , 27 <sup>e</sup> bataillons chasseurs à pied	59 <sup>e</sup> brigade Nîmes (40 <sup>e</sup> et 58 <sup>e</sup> RI)
58 <sup>e</sup> brigade Marseille (3 <sup>e</sup> et 141 <sup>e</sup> RI)	60 <sup>e</sup> brigade Aix (55 <sup>e</sup> et 61 <sup>e</sup> RI)
15 <sup>e</sup> brigade d'artillerie à Nîmes (19 <sup>e</sup> , 38 <sup>e</sup> , 55 <sup>e</sup> RA)	
2 <sup>e</sup> Régiment d'artillerie de montagne	

DI : division d'infanterie  
RA : régiment d'artillerie  
RI : régiment d'infanterie

XV<sup>e</sup> Région de recrutement : Basses-Alpes, Alpes Maritimes, Ardèche, Bouches-du-Rhône, Corse, Gard, Var et Vaucluse.